

dans le passé. Le changement au sein du Commonwealth est peut-être plus sensible à cause du caractère plutôt que de l'importance de l'augmentation. Par suite de la nature et du nombre des nouveaux membres, venant d'Afrique, des Antilles et d'Asie, j'imagine que c'est plus difficile qu'auparavant de trouver un terrain d'entente, en matière de politique, d'attitudes et d'idées communes.

Mais dans la mesure où l'on pourra y parvenir, le résultat revêt, à mon avis, plus d'importance aujourd'hui que jamais auparavant; il a plus de sens étant donné le monde dans lequel nous vivons. Tous ceux qui ont participé à ces réunions ont été profondément impressionnés et, dans certains cas, étonnés en constatant à quel point les 18 délégations cherchaient à trouver l'utilité de cette association et à la renforcer, quels que soient leurs antécédents et leur passé; ils cherchaient à la faire servir à des objectifs utiles pouvant contribuer à acheminer le monde vers la solution de ses problèmes les plus complexes.

Une autre caractéristique notoire, c'est que le nombre accru des membres n'a pas diminué l'intimité des rapports, dans les contacts et les discussions, comme on aurait pu s'y attendre. Avec tant de membres représentant une telle diversité d'intérêts, d'opinions et en réalité d'émotions, on aurait pu s'attendre à moins de simplicité et d'intimité dans les discussions comme c'était le cas auparavant aux réunions du Commonwealth. Heureusement, cela ne semble pas s'être produit. Je pense que la conférence de la semaine dernière et de cette semaine pourrait passer à l'histoire comme l'une des étapes essentielles dans l'évolution des affaires du Commonwealth. Il est encore trop tôt pour l'affirmer catégoriquement. Tout dépend de ce que les divers chefs d'États qui se sont réunis et qui ont discuté pourront faire, au cours des semaines, des mois et des années à venir, pour donner suite aux importants accords de Londres. Je crois cependant qu'il est maintenant possible pour le nouveau Commonwealth de faire un grand bond en avant.

Comme le dit le communiqué—et je parle maintenant du premier article à l'ordre du jour qui était, comme d'habitude, une discussion générale sur l'état des affaires mondiales—tout le monde a convenu que l'allègement de la tension Est-Ouest a aidé à dissiper certaines des menaces les plus graves à la paix internationale, ces dernières années,

[Le très hon. M. Pearson.]

et qu'il permet au moins d'aborder certains des problèmes qui restent dangereux et inquiétants. On est cependant convenu que la concurrence entre le monde libre et le monde communiste reste l'un des premiers facteurs dans les affaires internationales. Il fut un temps où l'Union soviétique et les Occidentaux s'affrontaient ouvertement, mais aujourd'hui, il s'agit, en Afrique, d'une concurrence plus subtile, en vue d'acquiescer de l'influence parmi les populations des nouveaux pays, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Commonwealth. Cette concurrence se fait aussi sentir par l'acharnement dans l'agression et la subversion, dans le Sud-Est asiatique.

Nous avons eu une discussion très importante au sujet du Sud-Est asiatique et on a naturellement beaucoup pensé à l'attitude de la Chine communiste, élément de premier plan dans toute cette affaire. Les chefs de certains pays du Commonwealth ont exprimé sans réserve l'avis que les pays occidentaux comme le Canada, par exemple, qui refusent d'accorder la reconnaissance diplomatique à la Chine communiste, poursuivent une politique mal éclairée et inutile qui ne contribue pas à la solution des problèmes du Sud-Est asiatique, problèmes qui, à leur avis, et, j'ajouterais, de l'avis général, ne pourraient être résolus sans la participation du gouvernement de la Chine communiste.

Ceux qui étaient sans réserve de cette opinion affirmaient que la politique suivie par certains gouvernements était aussi stérile qu'infructueuse, et que plus tôt elle serait abandonnée et la Chine admise aux Nations Unies, mieux cela vaudrait pour la solution des querelles internationales pendantes. Cette opinion ne prouvait pas, de la part de ceux qui l'exprimaient, une sympathie particulière pour la forme de gouvernement de Pékin, ni pour la politique d'agression suivie par la Chine. Ils étaient plutôt d'avis que le gouvernement de la Chine entrerait ainsi sur le forum international, où elle devrait défendre ses initiatives et faire l'objet des pressions de l'opinion mondiale.

Je crois comprendre qu'un journal canadien s'est fait l'écho de ces considérations en me faisant affirmer, au cours des délibérations, que la Chine—ce sont les mots qu'il a employés—devrait prendre sa place au sein des Nations Unies. Je me suis évidemment exprimé dans ce sens, mais le compte rendu dont il s'agit ici ne reflète pas ce que je